

COMMUNIQUÉ

Ce mardi 24 novembre 2015, une trentaine de personnels des établissements d'enseignement agricole public, venus de tous les départements de la région Midi-Pyrénées, se sont rassemblés devant la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt à Toulouse, à l'appel de l'intersyndicale FSU-FO-CGT-SUD dans le cadre d'une journée nationale d'action. Une délégation a été reçue et a pu dénoncer par des exemples concrets la dégradation du service public d'enseignement agricole, résultant du désengagement des pouvoirs publics depuis de nombreuses années, et ce en dépit des promesses présidentielles de priorité à l'éducation et à la jeunesse.

Ainsi, dans de nombreux lycées, les sorties scolaires indispensables à la pédagogie et inscrites dans les programmes sont supprimées ; le matériel pédagogique est rationné. Plus grave encore, à chaque rentrée, des élèves sont refusés, faute de places, et les lycées sont empêchés d'ouvrir de nouvelles formations répondant pourtant aux besoins de formation des jeunes.

Les centres de formation d'apprenti-e-s et d'adultes (CFAA et CFPPA) et les exploitations agricoles et ateliers rattachés aux lycées sont maintenus dans de grandes difficultés financières, ce qui a de graves conséquences sur les conditions d'emploi et de rémunération des personnels déjà précaires. Parmi elles, le blocage de tout avancement de carrière. L'intersyndicale, favorable à un véritable plan de titularisation, s'élève fermement contre cette décision et exige au contraire une amélioration et une harmonisation régionale de ces conditions d'emploi.

Enfin, l'intersyndicale, opposée à la réforme territoriale, exige dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale, qui prévoit que le chef de service dont dépendront tous les établissements de la future grande région soit positionné à Montpellier, le maintien du service de formation localisé à Toulouse, avec à sa tête un chef adjoint, doté d'une véritable autorité.

Les personnels mobilisés attendent donc une inflexion significative des politiques menées à l'égard des établissements publics de l'enseignement agricole et marquées par une austérité mortifère. Il est grand temps de passer du discours aux actes et de donner une réelle priorité à l'enseignement public. L'intersyndicale attend aussi des candidat-e-s aux élections régionales un véritable engagement en ce sens.



Toulouse, le 24 novembre 2015

Les représentants des établissements, venus de tous les départements, devant la DRAAF